

Monsieur le Président,
chers collègues,

c'est au nom des 2 groupes (le groupe Vert et le groupe Socialiste) que j'interviens dans ce débat. Verts et socialistes, nous parlons d'une seule voix parce que la gauche met la formation en avant, elle la place au rang des priorités. Nous savons bien sûr que le conservatisme en matière d'éducation n'est pas exactement délimité par le clivage droite-gauche, mais nous savons aussi comparer les politiques et les budgets, et c'est d'autant plus limpide au moment où François Fillon s'apprête après avoir abandonné les itinéraires de découverte à recréer une filière de relégation dès le Collège. Chaque Conseiller Régional membre d'un Conseil d'Administration de Lycée peut évaluer les dégâts de la politique de réduction et de déqualification du personnel d'encadrement, ce n'est donc pas maintenant que nous allons considérer ce schéma Régional de l'éducation et de la formation comme une formalité sans intérêt.

Nous ne suivons pas la dérive des trop nombreux élus et acteurs de la vie civile qui ont boudé le récent Conseil Académique de l'Education Nationale, l'empêchant de se tenir faute de quorum, il devait pourtant examiner et discuter en profondeur ce schéma régional que nous avons à valider aujourd'hui. Si ce document ne devait être qu'une compilation formelle d'intentions vagues et inopérantes, ce désintérêt serait alors excusable. S'il doit être le plan d'action destiné à enrayer les dysfonctionnements de notre système de formation, destiné à redresser les faiblesses de nos dispositifs d'éducation, d'insertion, de formation initiale et continue, alors ce manque d'implication devient incompréhensible. Décentraliser ne signifie pas pour nous compter sur une technostructure même de bonne volonté pour définir la politique régionale d'éducation, c'est au contraire miser sur la vitalité des acteurs politiques régionaux et locaux. Vous comprenez donc que cette démarche d'élaboration puis de réalisation d'un schéma régional ne nous laisse pas indifférents.

L'état de notre système alsacien de formation ne nous autorise pas le luxe du laisser aller paresseux. Nous voyons pour notre part au moins 5 bonnes raisons pour que les élus de la Région soient pleinement acteurs.

- ?? Une volonté collective nette est nécessaire pour en finir une fois pour toute avec le mythe d'une professionnalisation de bas-niveau à l'alsacienne à contre-courant de 20 ans de politique éducative du pays,
- ?? une orientation publique délibérée s'impose pour lutter avec efficacité contre ces pesanteurs qui fabriquent chez nous plus qu'ailleurs des sortants de formation sans aucune qualification,
- ?? une discipline concertée des acteurs publics et privés pourra seule contrer ces mécanismes inavouables qui excluent trop souvent de l'alternance une bonne part de ceux qui sont la diversité et la vitalité de l'Alsace de demain (l'Alsace ne peut laisser faire une sélection qu'il faut bien qualifier de xénophobe),
- ?? une résolution collective est nécessaire pour que la formation continue ne reste pas d'abord une nébuleuse mal accessible et pas toujours adaptée aux publics de faible qualification qui en ont pourtant le plus besoin, enfin une détermination nouvelle serait la bienvenue si l'on ne veut pas que l'Alsace se singularise en regardant passer le train de la gratuité scolaire.

Le diagnostic sans complaisance qui sous-tend ce schéma montre bien la pertinence de ces 5 exigences pour l'avenir. Si nous approuvons l'état des lieux qui éclaire les dysfonctionnements de notre système de formation, nous aurions préféré que la phase de rédaction du schéma associe plus étroitement les acteurs de la formation et de l'économie et implique de manière moins formelle les élus de la Région. Il est en effet essentiel que ce

schéma puisse être pleinement porté par les nouveaux élus du 28 mars. Ce n'est pas alors que le document est fini quelques dizaines de minutes en commissions ou le débat très général d'aujourd'hui qui permettraient véritablement l'appropriation par notre Conseil de la batterie d'objectifs et de moyens que contient aujourd'hui ce schéma. Ce n'est pas d'un catalogue formel, d'un inventaire à la Prévert dont l'Alsace a besoin, mais d'un véritable plan d'action fondé sur des objectifs précis et atteignables. Il nous semble donc nécessaire qu'une nouvelle « navette » confronte ce projet de schéma sans précipitation aux partenaires du monde de la formation et aux remarques avisées du Conseil Economique et Social. Ce temps ne sera pas perdu s'il permet d'affiner, de renforcer et de mobiliser.

Renforcer les objectifs du schéma cela nous paraît nécessaire.

Nous partageons par exemple, je l'ai dit, l'intention d'élever le niveau général de qualification, mais nous pensons qu'il faudrait sauter franchement le pas en fixant nettement le niveau IV comme l'objectif de qualification massif. Cessons de nous reposer sur les restes de l'âge d'or du niveau V. L'Alsace est encore en retard. La tradition de la professionnalisation à l'alsacienne est devenu un frein à l'élévation des qualifications et ce serait une erreur d'en faire le cœur de la stratégie. Notre retard aux niveaux IV et III résulte d'un modèle élitiste alsacien archaïque.

Nous pensons que le niveau V doit être essentiellement envisagé comme un socle permettant de poursuivre : toute l'évolution du tissu économique incite à élever les qualifications. Il faut donc lutter contre les filières « débarras » non choisies où échouent les accidentés du collège. Ils sont certes aujourd'hui « en formation professionnelle », en réalité ils sont souvent en décrochage, dans l'absentéisme chronique, démotivés dans des filières imposées, sans possibilité de réorientation souple, parfois sans accès aux périodes de formation en milieu professionnel du fait d'une sélection discriminante pour les stages. Il s'agit donc de renforcer les outils qui permettront de lutter contre les sorties non qualifiées trop nombreuses en Alsace : ce sont les mêmes mécanismes anti-républicains qui font trop souvent du niveau V une impasse. L'entreprise sera davantage actrice citoyenne de la formation si elle sait assurer les conditions de l'égalité d'accès et s'inscrire dans des régulations nécessaires. Y associer les partenaires sociaux est une des clés de la réussite.

La formation professionnelle continue doit avoir le même souci de promotion des publics sous-qualifiés, aujourd'hui elle marche bien surtout pour les publics de niveau élevé.

Nous souhaitons que la nécessaire professionnalisation ne néglige pas l'alternance sous statut scolaire qui doit aller de pair avec l'apprentissage : c'est un levier essentiel pour maintenir l'égalité du droit à la formation. Le service public ne doit pas être délaissé, mais au contraire renforcé. La politique gouvernementale entend lui réduire la voilure, ce n'est pas la nôtre.

Nous regrettons que l'Alsace s'apprête à regarder passer le train de la gratuité scolaire. Cette exigence républicaine est en train d'être revitalisée par toutes les régions françaises : l'Alsace ne s'y engage pas. C'est d'autant plus regrettable que les dispositifs de compensation montrent leurs limites, ne touchent pas assez efficacement les publics visés, c'est d'autant plus incompréhensible que les études les plus chères du secondaire sont celles qui concentrent les publics les moins favorisés.

Nous souhaitons également que nos dispositifs de formation prennent davantage en compte les réalités des territoires et associent étroitement les acteurs locaux, même si nous savons que la territorialisation n'est pas la panacée. Une politique de formation ne se bâtit pas en effet uniquement sur des besoins conjoncturels, étroits et souvent artificiels. Il faudra intégrer mieux la dimension transfrontalière pour un certain nombre de bassins d'emplois. Certains secteurs fonctionnent maintenant à cette échelle transfrontalière, s'appuyer sur des structures comme PAMINA permettra d'aller dans ce sens.

Enfin, même si nous ne sommes plus directement dans les compétences régionales, nous pensons que notre schéma devrait aborder avec courage un aspect important de la formation : je veux parler de la question du redoublement. Les éléments du diagnostic comme le plan pluriannuel d'actions n'abordent pas le sujet, serait-il tabou ? Il serait pourtant intéressant de savoir si l'Alsace est au diapason du profil national, ou bien si notre fort contingent de niveau V correspond à un taux plus élevé qu'ailleurs de redoublements précoces, de redoublement en collège ? Les études semblent montrer en effet qu'un redoublement précoce est globalement inefficace et pénalisant pour l'orientation après la troisième, en lycée par contre le bilan paraît plus positif. N'y a-t-il pas ici, même si bien sûr une partie du monde enseignant y sera peut-être réticent, des objectifs à afficher pour infléchir les mécanismes à alimenter l'échec scolaire ?

Voilà, ramassées très synthétiquement notre approche du schéma qui nous est soumis. En résumé nous partageons la volonté affichée d'élever le niveau de compétences de l'ensemble de la population, nous partageons le souci d'assurer à l'avenir que toute sortie du système soit appuyée sur une vraie qualification. La façon dont évolue l'économie de notre région permettra en effet de moins en moins comme le dit le CESA, « aux personnes peu ou pas qualifiées de s'insérer, se réinsérer et se maintenir dans l'emploi » ; Nous pensons que ce défi nécessite un signal clair de rupture avec un passé révolu, nous pensons que s'il faut prendre un peu plus de temps pour cela et donc ajourner notre vote, ce ne sera pas du temps perdu.

70% des enfants de professions intellectuelles supérieures entrés en 6ème en 1989 ont obtenu un bac général en 1995 contre 15% des fils d'ouvriers, 42% des enfants d'enseignants ont un bac S contre 6% des enfants d'ouvriers. (qui alimentent pourtant le tiers des classes de sixième)

toutes 6 étudiants sur 10 poursuivent aujourd'hui leurs études après l'obtention du DUT.

IUT meilleur encadrement : coût moyen d'un étudiant en IUT 9100 euros contre 6840 pour un DEUG